

French-language Services Plan

2022–2023



Office of the Information
and Privacy Commissioner
for Nova Scotia

Plan de services en français

2022–2023



Commissariat à l'information et
à la protection de la vie privée de
la Nouvelle-Écosse

© Crown copyright, Province of Nova Scotia, 2022

French-language Services Plan

Office of the Information and
Privacy Commissioner for Nova Scotia

April 2022

ISBN: 978-1-77448-335-0

© Droit d'auteur de la Couronne,
Province de la Nouvelle-Écosse, 2022

Plan de services en français

Commissariat à l'information et à la
protection de la vie privée de la Nouvelle-Écosse

Avril 2022

ISBN : 978-1-77448-336-7

Message de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée

La commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et son personnel sont responsables d'assurer une surveillance indépendante du respect des exigences des lois sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée par les organismes provinciaux et municipaux publics et les dépositaires de renseignements médicaux, ainsi que pour sensibiliser le public aux questions liées à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée. Elle soumet un rapport annuel des activités au président de l'Assemblée législative.

Plus de 400 institutions publiques provinciales et municipales, c'est-à-dire les ministères du gouvernement, les villes, les services de police, les universités et les centres régionaux pour l'éducation, et plus de 26 000 dépositaires de renseignements sur la santé sont visés par les lois de la Nouvelle-Écosse qui portent sur les droits des Néo-Écossais relativement à de nombreux aspects de la vie privée et en société.

La Commissaire mène des enquêtes sur les plaintes et les révisions, tient des rencontres de médiation, assure le respect de la loi, entreprend des enquêtes y compris des enquêtes systémiques, cherche et élabore des pratiques exemplaires et donne de l'information sur ces pratiques; elle offre de plus des conseils et des avis d'expert.

Tel que prévu par la *Loi sur les services en français* et son règlement, je suis heureuse de présenter le plan de services en français du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée pour l'exercice 2022-2023.

Respectueusement soumis,



Tricia Ralph
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée

Message from the Information and Privacy Commissioner

The Information and Privacy Commissioner and her staff are responsible for providing independent oversight of provincial and municipal public bodies' and health custodians' compliance with access and privacy law requirements and for raising public awareness of information access and privacy issues. The Commissioner provides an Annual Report of activities to the Speaker of the House of Assembly.

Over 400 provincial and municipal public bodies including government departments, towns, police departments, universities and regional centres for education and over 26,000 health information custodians are subject to Nova Scotia's access and privacy laws, affecting Nova Scotians' rights relating to many aspects of public and private life.

The Commissioner conducts complaint and review investigations and mediations, compliance monitoring, initiates investigations including systemic investigations, provides education, research and development of best practices and provides expert advice and comments.

In accordance with the *French-language Services Act* and Regulations, I am pleased to provide the Information and Privacy Commissioner's French-language Services Plan for the year 2022-2023.

Respectfully submitted,



Tricia Ralph
Information and Privacy Commissioner for Nova Scotia

<p>Mesures prises pour contribuer à l'essor de la communauté acadienne et francophone</p> <p>Le plan du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée (CIPVP) comprend des mesures de sensibilisation de la communauté francophone de la Nouvelle-Écosse à son mandat. La sensibilisation au mandat du Commissariat peut contribuer à faire en sorte que les Acadiens et les francophones comprennent leurs droits en matière d'accès à l'information et de respect de la vie privée, ainsi que les responsabilités du gouvernement et des dépositaires de renseignements médicaux en la matière. Cela peut ainsi aider les personnes à exercer leurs droits et à participer à la vie en société. Les progrès en la matière contribueront à renforcer la démocratie en Nouvelle-Écosse ainsi que le bien-être de la communauté acadienne et francophone.</p>	<p>What we're doing to contribute to the growth of the Acadian and francophone community</p> <p>The Office of the Information and Privacy Commissioner ["OIPC"] plan includes measures to promote the mandate of the office among francophone communities in Nova Scotia. Promoting the mandate of the Office of the Information and Privacy Commissioner can help ensure that Acadians and francophones understand their access to information and privacy rights, as well as government and health custodian responsibilities in these areas. Strong awareness of access to information and privacy rights can assist individuals to exercise those rights and to participate in public life. Gains in this area will help strengthen Nova Scotia's democracy overall and the wellbeing of Acadian and francophone communities.</p>
<p>Coordonnatrice des services en français</p> <p>Pour toute question sur les services en français, communiquez avec :</p> <p>Janet Burt-Gerrans, à janet.burt-gerrans@novascotia.ca</p>	<p>French-language Services Coordinator</p> <p>For questions about French-language services contact:</p> <p>Janet Burt-Gerrans at janet.burt-gerrans@novascotia.ca</p>
<p>Services offerts en français Rapports annuels de 2001 à 2013 Plans de services en français de 2009-2010 à 2022-2023</p> <p>Résolutions conjointes des ombudsmans et des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée fédéraux, provinciaux et territoriaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Renforcer le droit à la vie privée et à l'accès à l'information pendant et après une pandémie</i> (juin 2021) • <i>La vie privée et les passeports vaccinaux relatifs à la COVID-19</i> (mai 2021) • <i>Pour une législation efficace sur la protection des renseignements personnels et l'accès à l'information dans une société guidée par les données</i> (novembre 2019) • <i>Assurer la confiance et la confidentialité dans le processus électoral canadien</i> (septembre 2018) • <i>Obligation de documenter</i> (mars 2016) 	<p>Services we offer in French Annual Reports from 2001 to 2013 French-language Services Plans 2009-2010 to 2022-2023</p> <p>Federal, Provincial and Territorial Privacy and Information Ombudspersons and Commissioners joint resolutions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Reinforcing Privacy and Access to Information Rights During and After a Pandemic</i> (June 2021) • <i>Privacy and Covid-19 Vaccine Passports</i> (May 2021) • <i>Effective privacy and access to information legislation in a data driven society</i> (November 2019) • <i>Securing Trust and Privacy in Canada's Electoral Process</i> (Sept 2018) • <i>Duty to Document</i> (March 2016) • <i>Protecting and Promoting Canadians' Privacy and Access Rights in Information Sharing Initiatives</i> (February 2016)

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Protéger et promouvoir les droits d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels des Canadiens dans les initiatives d'échange d'information</i> (février 2016) • <i>Protéger et promouvoir les droits des Canadiens à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels à l'ère du gouvernement numérique</i> • Lettre au Comité permanent sur la sécurité publique au sujet les répercussions de grande envergure du projet de loi C-51 (<i>Loi antiterroriste</i> de 2015) • Déclaration sur les mesures de sécurité nationale et d'application des lois <p>Lignes directrices et renseignements pour le public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dossiers du gouvernement provincial : À quel bureau dois-je m'adresser? • Connaissez vos droits : Comment faire une demande efficace d'accès à l'information • Guide du processus d'examen du CIPVP • Document d'orientation pour l'utilisation de caméras corporelles • Responsabilités des demandeurs • Étapes à suivre en cas d'atteintes à la vie privée • Miniguide sur l'accès à l'information • Miniguide sur la protection des renseignements personnels • Miniguide sur l'accès à vos renseignements médicaux • Trousse d'urgence pour la protection des renseignements personnels du Commissariat de la protection de la vie privée du Canada • Que signifie « obligation d'assister »? • Fiche de renseignements – Frais liés à la PHIA • Guide du citoyen sur les droits à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée en Nouvelle-Écosse • Meilleures pratiques pour les mots de passe 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Protect and Promote Canadians' Access and Privacy Rights in the Era of Digital Government</i> • Letter to the Select Standing Committee on Public Safety about the far-reaching implications of Bill C-51 (the <i>Anti-terrorism Act</i>, 2015) • Statement on National Security and Law Enforcement Measures <p>Guidelines & Public Information:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Provincial Government Records: Which Office Do I Need? • Know Your Rights: How to Make an Effective ATI Request • OIPC Guide to Review Process • Guidance for the use of Body Worn Cameras • Applicant Responsibilities • Key Steps to Responding to Privacy Breaches • Mini Guide to Access • Mini Guide to Privacy • Mini Guide to Personal Health Information • Office of the Privacy Commissioner of Canada's Privacy Emergency Kit. • What is Duty to Assist? • PHIA Fee Fact Sheet • A Citizen's Guide to Access and Privacy Rights in Nova Scotia • Best Password Practices
<p><i>Plan relatif au suivi des demandes en français</i></p> <p>La CIPVP répond aux demandes orales et écrites du public en matière de communication en français avec l'aide du personnel et dans la mesure du possible et, au besoin, avec l'aide des services de traduction.</p>	<p><i>French Language Communication Plan</i></p> <p>The OIPC will respond to verbal and written requests to communicate in French from the public with office staff to the extent possible and where necessary through translation services.</p>

Mesures prises pour maintenir ou améliorer nos services en français en 2021-2022

1. Renforcer les structures d'exploitation internes, y compris les cadres politiques, législatifs et administratifs en appuyant le Comité de coordination des services en français de l'Office des affaires acadiennes.

- (a) La coordonnatrice des services en français assistera aux réunions du Comité de coordination des services en français lorsque les exigences du service le permettront. **Fait**
- (b) La coordonnatrice des services en français soulignera les initiatives de ce comité au sein du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée lorsque les exigences du service le permettront. **Fait**

2. Élaborer et offrir au public des services et des programmes de qualité en français en maintenant les services en français offerts par le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée.

- (c) Apporter un soutien au personnel suivant des cours de français lorsque les exigences du service le permettront. **Fait (Deux membres du personnel ont suivi des cours de français cette année; l'un d'eux a suivi le cours « Débutant 4/5 » à l'Université Sainte-Anne, et l'autre employé a suivi le cours « Communications juridiques 2 et 3 » organisé par le ministère de la Justice.)**
- (d) Examiner tous les documents publics aux fins de traduction et imprimer ou publier les formulaires équivalents lorsque les exigences du service le permettront. **Fait (Trois nouveaux documents d'orientation ont été traduits en français puis publiés, et deux déclarations conjointes ont été publiées en français et en anglais.)**

3. Maintenir un dialogue continu et des consultations avec la communauté francophone.

- (e) Surveiller les reportages dans les médias imprimés francophones de la province (*Le Courrier*). **Fait**

What we did to maintain or improve French Language Services in 2021-2022

1. Strengthen internal operational structures including policy, legislative and administrative frameworks by supporting the Acadian Affairs' French-language Services Coordinating Committee.

- (a) The French-language Services Coordinator will attend the French-language Services Coordinating Committee meetings where operational requirements permit. **Completed**
- (b) The French-language Services Coordinator will highlight initiatives from that committee within the OIPC where operational requirements permit. **Completed.**

2. Develop and deliver quality French-language services and programs to the public by preserving and maintaining the French-language services offered by the OIPC.

- (c) Support staff attending French language training where operational requirements permit. **Completed (two staff attended training this year. One completed "Débutant 4/5" through Université St. Anne and one completed "Communications juridiques 2 et 3" through the Department of Justice).**
- (d) Review all public documents for translation and print or publish equivalent forms where operational requirements permit. **Completed (three new guidance documents were translated and published in French and two joint statements were published in French and English).**

3. Maintain ongoing dialogue and consultation with the Acadian and francophone community

- (e) Monitor French-language print media in the province (*Le Courrier*). **Completed.**
- (f) Publish at least one article or op-ed in French-language print media in the province. **Completed (opinion/awareness article for Right to Know Week published in *Le Courrier* September 25, 2021)**

<p>(f) Publier au moins un article ou un article pour la page contre-éditoriale dans la presse écrite francophone de la province. Fait (Publication le 25 septembre 2021 d'un article d'opinion/sensibilisation dans <i>Le Courrier</i> pour la Semaine du droit à l'information)</p> <p>(g) Inclure une composante francophone dans les campagnes de sensibilisation (p. ex., Semaine du droit à l'information) lorsque les exigences du service et la capacité le permettent. Fait (L'article d'opinion sur la Semaine du droit de l'information a été publié dans la presse écrite francophone de la Nouvelle-Écosse.)</p>	<p>(g) Include a French language outreach component when conducting awareness campaigns (e.g. Right to Know Week) where operational requirements and capacity permit. Completed (The Right to Know Week opinion article was published in Nova Scotian Francophone print media).</p>
<p><i>Buts, objectifs et mesures pour 2022-2023</i></p> <p>1. Renforcer les structures d'exploitation internes, y compris les cadres politiques, législatifs et administratifs en appuyant le Comité de coordination des services en français de l'Office des affaires acadiennes.</p> <p>(a) La coordonnatrice des services en français assistera aux réunions du Comité de coordination des services en français lorsque les exigences du service le permettront.</p> <p>(b) La coordonnatrice des services en français soulignera les initiatives de ce comité au sein du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée lorsque les exigences du service le permettront.</p> <p>2. Élaborer et offrir au public des services et des programmes de qualité en français en maintenant les services en français offerts par le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée.</p> <p>(c) Apporter un soutien au personnel suivant des cours de français lorsque les exigences du service le permettront.</p> <p>(d) Examiner tous les documents publics aux fins de traduction et imprimer ou publier les formulaires équivalents lorsque les exigences du service le permettront.</p>	<p><i>Goals, Objectives, and Measures for 2022-2023</i></p> <p>1. Strengthen internal operational structures including policy, legislative and administrative frameworks by supporting the Acadian Affairs' French-language Services Coordinating Committee.</p> <p>(a) The French-language Services Coordinator will attend the French-language Services Coordinating Committee meetings where operational requirements permit.</p> <p>(b) The French-language Services Coordinator will highlight initiatives from that committee within the OIPC where operational requirements permit.</p> <p>2. Develop and deliver quality French-language services and programs to the public by preserving and maintaining the French-language services offered by the OIPC.</p> <p>(c) Support staff attending French language training where operational requirements permit.</p> <p>(d) Review all public documents for translation and print or publish equivalent forms where operational requirements permit.</p>

3. Maintenir un dialogue continu et des consultations avec la communauté francophone.

- (e) Surveiller les reportages dans les médias imprimés francophones de la province (*Le Courrier*).
- (f) Publier au moins un article ou un article pour la page contre-éditoriale dans la presse écrite francophone de la province.
- (g) Inclure une composante francophone dans les campagnes de sensibilisation (p. ex., Semaine du droit à l'information) lorsque les exigences du service et la capacité le permettent.

3. Maintain ongoing dialogue and consultation with the Acadian and francophone community

- (e) Monitor French-language print media in the province (*Le Courrier*).
- (f) Publish at least one article or op-ed in French-language print media in the province.
- (g) Include a French language outreach component when conducting awareness campaigns (e.g. Right to Know Week) where operational requirements and capacity permit.